

dirais plutôt que nous nous sommes libérés d'un passé qui se caractérisait par l'incertitude, les restrictions et les infractions répétées aux règles du commerce international. Il faut savoir prendre un pari sur l'avenir. L'immobilisme est synonyme de régression, sur le plan économique, comme d'un point de vue intellectuel et moral. S'adressant à l'Association canadienne d'exportation, le Premier ministre a déclaré: "Nous parlons enfin d'un peuple plus uni, dans un pays plus prospère, avide de relever les défis de nouvelles décennies et d'un nouveau siècle".

Il y a environ un an, je m'adressais à l'Empire Club à Toronto. J'avais alors fait allusion au danger de la réapparition aux États-Unis d'une attitude du genre de celle qui avait inspiré la Loi Smoot-Hawley dans les années 1930. Aujourd'hui, je peux parler d'une victoire des forces en faveur de la libéralisation du commerce sur les forces en faveur de l'insularité.

Je veux rendre hommage bien sûr à l'équipe canadienne pour être parvenue à une entente qui marquera réellement l'histoire de notre pays. Je tiens également - sans réserve et en toute connaissance de cause - à rendre hommage à l'administration américaine qui, malgré un fort mouvement d'opposition, a fait preuve d'un engagement soutenu envers la libéralisation du commerce, non seulement entre nos deux pays, mais également dans le monde entier. Le président Reagan a personnellement encouragé la poursuite d'un accord commercial entre le Canada et les États-Unis. Les personnes qui ont critiqué le Premier ministre du Canada pour avoir dit que nous accorderions parfois le bénéfice du doute aux États-Unis, peuvent maintenant percevoir la force de cette approche dans ce que nous avons réalisé dans une situation vraiment peu prometteuse. Dans une large mesure, nous devons cette réalisation à la relation unique qui existe entre Ronald Reagan et Brian Mulroney.

Le Canada dépend, plus que la plupart des autres pays industrialisés, du commerce pour sa prospérité économique. Nous ne pouvons échapper à la situation internationale. Nous devons protéger et renforcer notre accès au marché étranger. Nous n'avons pas le choix et c'est une situation que la plupart des Canadiens acceptent volontiers. Nous avons négocié une libéralisation du commerce à deux niveaux: au niveau bilatéral, afin d'assurer le libre accès à 80 % de nos exportations, et au niveau international. Il y a environ un an, j'étais en Uruguay, à la tête de la délégation canadienne qui a lancé la Ronde Uruguay de négociations commerciales multilatérales actuellement menées sous les auspices du GATT. Nous sommes parvenus dans le premier cas à une importante réalisation. Nous maintiendrons nos efforts dans le second.